

Conditions de confinement des étudiants de licence de sociologie de l'Université de Nanterre

Ce questionnaire a été renseigné par 208 étudiant.e.s de sociologie de l'Université Paris Nanterre sur la période du 26 au 30 mars, soit deux semaines après le début du confinement.

Rapporté au nombre de 404 inscrit.e.s à la rentrée 2019 (210 L1, 98 L2, 96 L3) cela représente un taux de réponses de 51,5 %. Rapporté au nombre d'étudiant.e.s qui ont obtenu une note dans l'un de leur cours du premier semestre (140 L1, 80 L2, 63 L3), soit en tenant compte de l'évaporation particulièrement élevée des étudiant.e.s de première année dans les premières semaines, **le taux de réponses passe à 73,5 %**. Pour atteindre un tel taux, trois relances ont été faites *via* des annonces sur les adresses mail institutionnelles des étudiant.e.s grâce à la plateforme *coursenligne*. Le questionnaire a également circulé par d'autres canaux (groupes Whatsapp, etc.) grâce aux étudiant.e.s.

Les non-réponses reflètent celles et ceux qui n'ont pas souhaité répondre, qui ne se connectent pas ou peu à leurs mails institutionnels ou ne disposent d'aucune connexion dans le contexte actuel du confinement. Sans avoir pu obtenir les adresses personnelles des étudiant.e.s, il n'est en effet pas possible de démêler ces différentes dimensions des non-réponses.

Ce questionnaire fait suite à l'initiative de collègues sociologues, Marie-Paule Couto et Paul Hobeïka, qui ont construit et fait passer ce questionnaire auprès de leurs étudiant.e.s de licence de sociologie de l'Université Paris 8 Vincennes Saint Denis¹ Ils analysaient leurs données au même moment où Pierre Mercklé et Olivier Zerbib diffusaient les leurs concernant leurs étudiant.e.s de Grenoble².

Ces enquêtes qui se multiplient offrent toutes des arguments contre la fameuse continuité pédagogique que l'on nous somme de mettre en œuvre, et que nous, enseignant.e.s titulaires ou non, tentons de faire fonctionner depuis le 16 mars. Si s'essayer à de nouvelles formes de pédagogie et découvrir de nouveaux outils numériques sont enthousiasmants, ces injonctions se heurtent vite à l'expérience vécue de nos étudiant.e.s. A travers une synthèse chiffrée de l'enquête et en mobilisant les commentaires libres proposés en dernière question du questionnaire, il s'agit ici de proposer un état des lieux des freins que nos étudiant.e.s rencontrent pour suivre cette pédagogie confinée en analysant leurs conditions matérielles à l'heure du confinement par **trois dimensions : état de leur connexion internet et accès à un équipement en micro-informatique, conditions de logement et espace de travail et leur situation dans l'emploi**.

Pour commencer, à défaut de chiffres accessibles grâce à l'OVE local, le taux de boursier.e.s est cohérent avec les chiffres d'autres enquêtes réalisées localement : 62 % des étudiant.e.s qui

¹ Un grand merci à eux deux pour nous avoir autorisé à reproduire l'enquête à Nanterre.

² <http://pierremerckle.fr/2020/03/la-continue-pedagogique-vraiment/>.

ont répondu ne sont pas boursier.e.s comparativement à 64 % des étudiant.e.s inscrits en sociologie et anthropologie de licences et master à Nanterre d'après l'enquête POF 2019-2020³.

Parmi celles et ceux qui ont pu se connecter pour répondre, très rares sont les étudiant.e.s qui déclarent ne pas avoir de connexion (5 seulement). Toutefois, **plus de la moitié n'ont qu'une connexion lente et/ou qui peut s'interrompre**. Les deux commentaires suivants illustrent ces difficultés et montrent que certain.e.s étudiant.e.s se sont emparés du questionnaire comme d'un outil pour dénoncer leurs mauvaises conditions de travail actuelles :

« Sur la question concernant l'accès à internet, le questionnaire ne permet pas d'y répondre mais je suis dans une situation où nous n'avons pas de box, ainsi, nous partageons nos données via 2 smartphones (pour 6). le "rationnement" de l'utilisation d'internet s'est assez vite imposé... je pensais que ce frein (au-delà du nombre d'appareils disponibles méritait d'être visibilisé). » (Non boursier, en colocation)

« Les modalités d'enseignement en ligne en période de confinement sont assez dures à suivre, la connexion internet est peu fiable, le confinement angoissant et ne permet pas la continuité pédagogique. » (Non boursier.e en résidence universitaire).

Dit autrement, suivre des cours en visio-conférences ou télécharger des tutoriels vidéo posent des difficultés à la majorité de nos étudiant.e.s.

En outre, **près d'un sur dix n'est pas en mesure d'accéder à l'intranet de l'université (au portail *coursenligne* ou au site de la bibliothèque universitaire)**, sans doute en lien avec des problèmes d'inscription ou d'identifiants comme le montre le commentaire libre suivant par ailleurs constaté en séance : « Je ne reçois aucunement les mails concernant ces modalités, problème d'inscription ??? » (Non boursier.e, chez ses parents).

Pour accéder aux ressources numériques indispensables à la poursuite de leurs études, certain.e.s vont même jusqu'à se mettre en danger en sollicitant physiquement l'aide de proches :

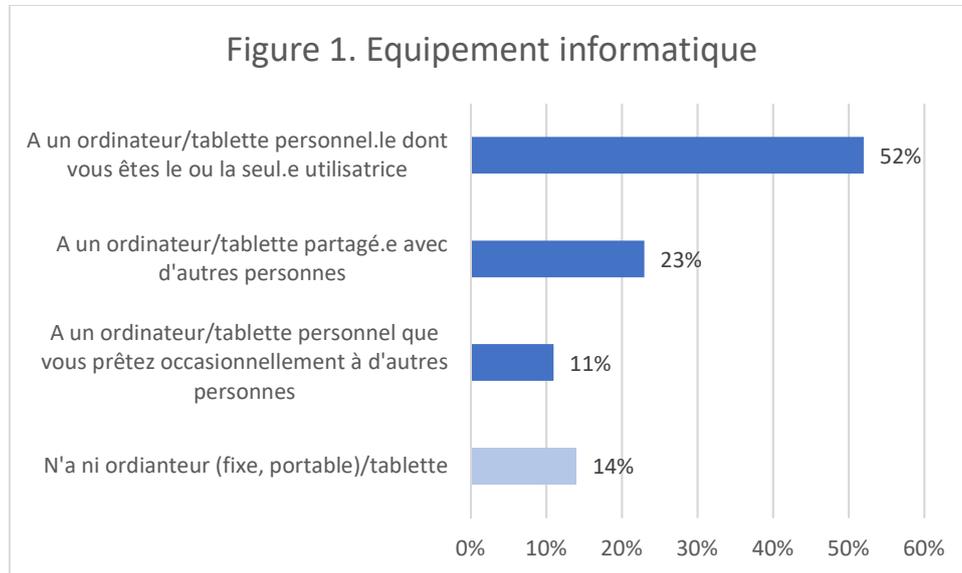
« Je remarque que je suis en difficulté avec mes études parce que je suis un demandeur d'asile qui n'a pas de logement. Du coup, j'ai passé tout le premier semestre dans les rues de Paris, je dormais dans les métros, lieux publics et grâce à une personne qui m'a aidé, j'ai trouvé un logement à Villers Cottêret, ce qui me fait 2h30mn de trajet pour arriver à la FAC. En effet, à l'endroit où je vis j'ai toujours des difficultés de connexion parce que j'ai pas les moyens pour avoir une bonne connexion internet. Du coup, c'est ma voisine qui m'a aidé à scanner mes devoirs, après elle les envoie à mes profs. C'est très compliqué pour moi pendant cette période de confinement de voir et comprendre les cours en ligne, j'ai du mal à accéder à la plateforme de l'université et aussi à participer au forum et autres. » (Non boursier.e, en colocation).

Outre ces difficultés fréquentes de connexion, l'accès à l'équipement informatique en pose aussi :

- **14 % des étudiant.e.s n'ont ni ordinateur fixe ou ni tablette là où ils résident pendant le confinement** (figure 1) et rédigent donc sur leurs smartphones.
- 60 % n'ont pas d'imprimante, ce qui implique de lire de nombreux articles sur écran.

³ Voir le site suivant pour connaître le dispositif : <https://sites.google.com/view/collectifpof/accueil>.

- **Un.e étudiant.e sur trois partage son équipement avec d'autres personnes** (figure 1).
- Parmi les 78 étudiant.e.s dans cette situation de partage, un tiers a un ordinateur ou tablette en commun avec au moins trois autres personnes.



Ce partage des équipements s'explique par les modes d'habitat pendant le confinement. De fait, plus de 60 % des étudiant.e.s de licence sont en ce moment chez leurs parents et 9 % habitent chez une autre personne de leur famille ; iels doivent se partager l'ordinateur familial à plusieurs alors que la plupart des membres du ménage sont en télétravail. 12 % sont confiné.e.s en colocation, 5 % en couple et 5 % sont seul.e.s. Finalement, **40 % des étudiant.e.s ne disposent pas d'un espace pour s'isoler ou d'endroit calme pour travailler puisqu'ils occupent des logements qui leur offrent moins d'une pièce par personne. La moitié vit en ce moment dans des logements de quatre personnes ou plus.**

Par conséquent, **un quart des étudiant.e.s déclare avoir une personne à charge. Il s'agit le plus souvent de leurs grands-parents ou parents ou de leur frères et sœurs.**

Ces conditions de vie (manque d'espace, bruits occasionnés par la présence de plusieurs personnes dans le logement, personnes à charge, etc.) rendent souvent difficile la concentration et le travail universitaire, ce dont témoigne le commentaire suivant :

« Le suivi pédagogique est très bien mené, mais j'ai en charge en dehors de mon logement mon grand-père qui est sourd et je suis le seul dans ma famille à savoir signer, je lui rends visite tous les jours avec en charge les courses et l'achat de médicament, ce qui rend le suivi de l'enseignement compliqué. » (Boursier qui habite chez l'un de ses parents au moins).

« Je trouve ça assez compliqué pour ma part. les CM cela passe mais les TD s'avèrent plus compliqués car on n'a pas cet " enseignement direct ". Si on a des questions, il faut envoyer un mail, répondre au mail etc. C'est un processus long et du coup, moins direct comme je le disais. Puis, on a beau avoir un ordinateur (ou non), cela n'empêche pas que l'on peut être facilement déconcentré (problèmes de voisinage persistants, enfants en bas-âge, le télétravail des parents avec les appels au téléphone). Beaucoup de choses entrent en jeu ». (Non boursier.e qui vit chez ses parents).

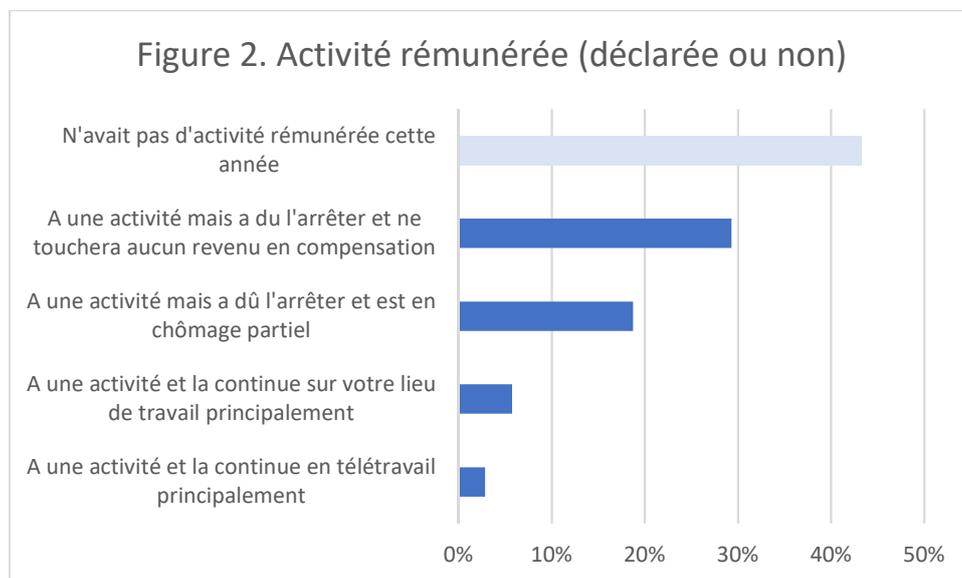
« Même si j'ai des accès à internet, c'est vraiment très dur dans ces conditions-là de suivre les cours, je n'ai qu'un TD qui continue à l'heure où nous devons avoir cours. Vraiment dur de se concentrer chez moi. J'ai

besoin d'un encadrement, des cours en vrai. J'ai peur de rater mon année à cause du confinement et des partiels qui vont être sur internet. (Pour le premier semestre j'allais à la BU pour étudier) » (Non boursier.e chez l'un de ses parents au moins).

Nombreux.ses sont également les étudiant.e.s qui ont perdu leur emploi avec le confinement et se trouvent parfois dans des conditions économiques difficiles, voir extrêmement difficiles comme en témoigne cet extrait mail écrit d'un étudiant de licence de sciences politiques à l'une de ses enseignantes :

« Je suis étudiant étranger, je loue un appartement de 450 Euros (CAF inclut), l'électricité, l'internet, et les besoins de subsistances quotidien. Je n'ai ni bourse, ni aide famille, je me débrouille à travers des petits boulots en intérim. Cependant, durant cette période de confinement je n'ai eu aucune activité qui puisse me permettre de succomber aux charges énoncées plus hauts. J'ai des arriérés de factures d'électricités et mon abonnement internet a été coupé depuis une semaine, je suis donc obligé d'aller à la boulangerie d'en face afin de bénéficier du wifi gratuit pour prendre des nouvelles de fac et de ma famille. Or, il est recommandé de ne pas sortir de nos maisons compte tenu de la propagation de l'épidémie. Comme moi, beaucoup d'autres d'étudiants sont dans la même situation mais n'osent pas trop en parler, d'abord par pudeur mais aussi de s'épargner des jugements impétueux des autres. »

De fait, si **57 % déclarent avoir eu cette année une activité rémunérée (déclarée ou non), face au confinement, la grande majorité d'entre eux ont été contraints de l'arrêter** (30 % de l'ensemble des étudiant.e.s ne toucheront aucun revenu de compensation, 19 % sont en chômage partiel). 6 % des étudiant.e.s se mettent en danger et continuent leur activité (de vendeur le plus souvent) (Figure 2).



En résumé, les situations où les conditions d'études ne sont pas réunies sont plurielles et nombreuses sans compter les difficultés partagées qu'imposent le contexte pandémique :

« Concernant le travail à domicile en temps de confinement, je trouve la réalisation du travail universitaire extrêmement difficile à organiser. Je parlerai ici de mon expérience personnelle mais plusieurs freins à l'apprentissage semblent advenir : inquiétudes pour nos proches, perte d'emploi, incertitude généralisée, soutien aux personnes isolées (par le biais de nombreux appels téléphoniques). De telles conditions influent, à mon sens, sur nos capacités de concentration. [...] » (Non boursier.e en colocation)

En outre, certains cours ne se sont pas tenus intégralement la première moitié du semestre en lien avec le mouvement social :

« Je trouve très contradictoire la façon dont l'enseignement à distance a été mis en place. Pour des cours que nous n'avons parfois presque pas eu du semestre et pour lesquels nous pensions avoir des modalités d'évaluations pensées en accord avec le mouvement social, nous nous retrouvons avec une charge de travail que je trouve vraiment étouffante en cette période déjà très anxiogène qui demande une réorganisation complète de nos modes de vies (cohabitation sur la durée, enfermement ...) et qui ne fait qu'accentuer les inégalités scolaire des étudiant.e.s... » (Boursier.e qui vit chez ses parents).

Pour conclure dans la lignée des résultats produits par Marie-Paule Couto et Paule Hobeika ainsi que ceux de Pierre Mercklé et Olivier Zerbib, le contexte et les conditions de vie rendent difficile le travail universitaire pour une part élevée de nos étudiant.e.s. La continuité pédagogique n'étant pas accessible à tout.e.s, elle introduit une rupture de l'équité entre les étudiant.e.s et précarise une partie des étudiant.e.s. A nous d'en tenir compte dans nos pratiques d'enseignements et d'évaluations - si ces dernières sont maintenues dans un tel contexte - et d'ajuster en conséquence les contenus des enseignements l'année prochaine grâce à une réflexion collective.

Synthèse réalisée par Fanny Bugeja-Bloch, avec l'aide d'Alexandra Oeser et Leïla Frouillou et grâce au questionnaire de Marie-Paule Couto et Paul Hobeïka.